



Annales historiques de la Révolution française

342 | octobre-décembre 2005

Les Iles britanniques et la Révolution française

Une autre république. 1791, l'occasion et le destin d'une initiative républicaine

Claude Mazauric



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1956>

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 245-247

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Claude Mazauric, « Une autre république. 1791, l'occasion et le destin d'une initiative républicaine », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 342 | octobre-décembre 2005, mis en ligne le 05 avril 2006, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1956>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Tous droits réservés

Une autre république. 1791, l'occasion et le destin d'une initiative républicaine

Claude Mazauric

RÉFÉRENCE

Laurence CORNU, *Une autre république. 1791, l'occasion et le destin d'une initiative républicaine*, Paris, L'Harmattan, 2004, Col. « La philosophie en commun », Préface de Mona Ozouf, 398 p., ISBN : 2-7475-7477-6, 32 €

- 1 On ne saurait reprocher à l'auteur d'une thèse déjà ancienne mais récemment publiée (« Le texte est déjà un peu ancien pour moi » nous prévient Laurence Cornu) d'ignorer des recherches ou des travaux rendus publics postérieurement à sa soutenance, mais ce constat ne dispense pas de remarquer combien l'ouvrage en question porte la marque du moment très contingent de son élaboration. Moment philosophique ? Moment historiographique ? Moment politique assurément et on saura gré à la préfacière, Mona Ozouf, de ne le céler en rien en évoquant le choix « fascinant » de l'auteur d'avoir abordé la question de la République du côté des brissotins « vaincus » pour mieux s'insérer dans un débat, selon elle, toujours actuel : « Ce qui se dessine déjà, ce sont deux manières de concevoir le régime républicain : si l'une devait triompher de l'autre dans le cours orageux de la Révolution française, leur affrontement n'en continue pas moins, de nos jours encore, à animer nos débats politiques. Le livre que voici a choisi de se tenir dans le camp des vaincus (entendons celui de la Gironde, *N.D.R.*) ». Soit. Il n'empêche qu'aujourd'hui, nombre de références, de points de vue et d'analyses du livre de Laurence Cornu paraîtront désuets, voire caducs, au regard des recherches, travaux et colloques récents qui ont abordé la même période, la même question et la même problématique. Comme ce n'est évidemment pas par son apport érudit ou en raison de l'utilisation des sources nouvelles mises à jour (papiers de Sieyès et de Brissot, entre autres...) que se

distingue l'ouvrage, sa lecture n'offre d'intérêt véritable que pour l'orientation qui l'inspire et pour l'argumentaire qui la fonde. De ce point de vue, on en recommandera la lecture, ne serait-ce que pour prendre une bonne mesure du temps historiographique écoulé depuis les années 1990.

- 2 Pas d'index ni de bibliographie, ni non plus d'énoncé des sources utilisées - le plus souvent, ce sont des journaux comme *Le Patriote français* - : cet ouvrage, qui se veut au croisement de l'histoire et de la philosophie, est en réalité un essai pour la réalisation duquel Laurence Cornu s'est librement et exclusivement inspirée, dans son choix référentiel des sources de son analyse et sa consultation des travaux, des recueils de textes et des recherches des auteurs avec lesquels elle s'est sentie en pleine et complète familiarité. On s'étonne quand même que sur un tel sujet, des pans entiers de la documentation classique et de la recherche, les ouvrages de certains historiens anciens ou récents, soient purement et simplement passés à la trappe : Mathiez, Lefebvre, Reinhard, tous leurs disciples et successeurs, et même Agulhon, Vovelle, Woloch, les colloques de 1992 sur la République, de 1993 sur Robespierre ou sur le régicide, cela sans compter des recueils d'œuvres qui sont ignorés, comme par exemple, les *Œuvres de Maximilien Robespierre*, quand bien même un chapitre du livre (chapitre 4 de la troisième partie), tout à fait essentiel à la démonstration, lui est consacré. Puisque désormais cette forme insolite d'exclusion est hélas devenue banale du côté de l'historiographie furétisée, on n'épiloguera pas : ce qui est ordinaire ne fait pas événement. Mais je rappelle en passant que ce n'est pas ainsi que nous pratiquons dans cette revue. D'où ce long compte rendu.
- 3 La démarche d'ensemble de Laurence Cornu dans ce livre s'effectue en trois temps que j'essaie de résumer brièvement : la première partie, très classique, revient sur l'insolite moment républicain de 1791. L'auteur y analyse « l'émergence de l'idée de République » depuis la tentative de fuite de Louis XVI, laquelle crée une contingence nouvelle dans le processus de la Révolution, jusqu'à l'adoption de la Constitution qui rétablit le monarque dans une constitution d'essence républicaine, comme, je le rappelle, l'avait fort bien exposé Mathiez. Dans sa démonstration habile, l'auteur suit Brissot et la mince couche des républicains de conviction de la veille, qui se trouvent confrontés, du fait de l'initiative du roi et de la cour, à l'obligation insurmontable (et insurmontée par la plupart), et de surcroît imprévue, de formuler des choix politiques en même temps qu'institutionnels. Peu assurés eux-mêmes de la manière dont on pourrait se passer d'un « roi », simple « premier fonctionnaire » ou figure symbolique ou encore incarnation vivante d'un principe et d'une communauté, il leur faut répondre à cette question : que faire d'un monarque dans une constitution d'esprit républicain ? Les propositions théoriques ne sont pas absentes, mais l'urgence politique impose de se ranger derrière une fiction qui reporte à plus tard la nécessité de trancher. Plus originale, la seconde partie rappelle à juste titre et montre que la République comme régime politique possible, entendu dans son acception d'un État sans roi et destiné à s'instituer dans un grand pays de monarchie comme la France (dont l'histoire remonte loin), n'a jamais été proposée par les principaux philosophes du siècle des Lumières. Mais l'événement comme la dialectique du réel et de l'idée font que cette proposition prend « sens » dès lors que la question de la « représentation » comme modèle d'identification et d'auto-souveraineté de la « nation », reconnue et entérinée dans son existence par la Déclaration du 26 août 1789, lui donne un contenu réel et pas seulement virtuel : ce qui se découvre dans les faits dès la mise en place de la Constitution. On aurait pu s'en tenir là et développer tout ce que

comportait en soi le modèle théorique de la représentation; mais le mouvement interne de la Révolution, rapidement évoqué sans même que la guerre y occupe une grande place, a conduit à l'invention d'une catégorie de « République » vindicative et, osons prolonger la réflexion de l'auteur qui se réfère constamment à Hannah Arendt (*On Revolution*, 1967), en disant le mot : « totalitaire ». La République porte alors en elle sa macule jacobino-robesspierriste en s'affichant comme une et indivisible, ce qui contribue à rendre inévitable le modèle centralisateur qui s'impose en 1793 et ouvre la voie à la Terreur. Sous l'accusation de favoriser le « fédéralisme », les partisans du modèle antérieur, Brissotins, rolandistes, mais surtout Condorcet - dont l'opinion est suivie pas à pas -, sont contraints à s'effacer : ils sont les vaincus temporaires d'une histoire qui se perd dans la fuite, « l'effroi » et la méfiance. Retour philosophique dans la troisième partie sur ce modèle républicain dominé par la méfiance (suivez Robespierre !) et qui n'est que le produit d'un renversement : cheminant près de Kantorowicz, l'auteur considère que la « désincorporation » théorique du roi, dont la fonction était d'être un « empêqueur d'anarchie » dans le premier modèle de Constitution, suivie de la destruction physique de sa personne, ont libéré des forces et des affects qui ont, dirons-nous, connoté la République du second modèle constitutionnel, de son entièreté de méfiance et de coercition : la désincorporation du roi a conduit à la réincorporation de l'absolutisme, à la transmutation de l'indivisibilité du roi (Kantorowicz) en « indivisibilité de la nation » (p. 362), établissant ainsi une chaîne faite de despotisme et de répétition. Une telle idée de la République, celle du modèle momentanément victorieux, était évidemment vouée à disparaître comme système politique; « refus de la fatalité » (p. 347), sauf à survivre comme mythe, tandis que la République des vaincus pouvait se donner à voir comme « invention » protectrice de la liberté à laquelle il convient de revenir. Cette reprise toute pragmatique et politique d'une partie de la pensée de Quinet, débarrassée de sa dimension protestante, inscrit évidemment l'essai de Laurence Cornu dans le continuum de la pensée des derniers ouvrages de François Furet dont elle apparaît comme une épigone valeureuse.

- 4 Le lecteur aura compris que, dans cet ouvrage, nous naviguons tout au long dans le ciel des idées que bousculent les passions humaines. Enjeux, conjonctures, passions sociales, foules, ressentiment(s), peurs, rapports de classes, héritages mentaux et mémoire, État(s), symbolologies diverses, parlers, tout ce qui est de l'ordre du travail de l'historien, n'intervient en rien dans l'analyse du rapport entre « régime politique » et « régime psychique », l'un et l'autre confrontés à « l'épreuve de la désincorporation » du monarque ou au rapport de la « confiance et de la méfiance » dans l'institution républicaine ; ce n'est cependant pas « l'histoire » qui est ainsi sérieusement malmenée par trop de négligences, mais tout simplement l'intelligence que l'on peut se proposer d'acquérir d'un événement historique quelconque dans sa complexité. La critique qu'Éric Hobsbawm fit du livre de Hannah Arendt, *On Revolution*, dès sa parution en 1967, pourrait être ici reprise à l'identique : peut-on penser l'histoire en renonçant délibérément à la saisir dans sa réalité foisonnante et contradictoire ?
- 5 Il me faut enfin dire un mot du chapitre 4 de la troisième partie consacré à Robespierre sous le titre « Robespierre, la fuite et l'effroi » (pp. 265-286). L'auteur y reprend sans distance critique et en s'inscrivant presque naïvement dans le prolongement même de leurs discours, les accusations proférées par Louvet, Brissot, puis par Condorcet et enfin Courtois, sans même s'informer de ce qui, depuis ce temps, a été produit pour contrer la « légende noire anti-robesspierriste ». La vieille litanie selon laquelle Maximilien

Robespierre aurait camouflé son inactivité fondamentale derrière le discours de l'héroïsme en se faisant victime par anticipation pour mieux établir, hypocritement, sa férule dictatoriale et terroriste, est reprise ici sans barguigner et n'apporte rien qui puisse invalider les innombrables démonstrations, produites depuis le premier tiers du XIX^e siècle jusqu'à Albert Mathiez, et qui révèlent l'inanité de ce procès rétrospectif, inlassablement repris et poursuivi... Et c'est ainsi qu'une fois de plus, le verdict aura précédé l'exposé des motifs et de la procédure ! Mais ce n'est pas dans les *A.H.R.F.* qu'il me sera nécessaire de rappeler que ce qui se dit de Robespierre est toujours la pierre de touche de beaucoup d'autres choses.